

La déclaration de Balfour ou le sionisme au cœur du projet impérialiste occidental

Comité Action Palestine

Il y a 100 ans, en 1917, la Grande Bretagne, par la voix de son Ministre des Affaires étrangères Arthur Balfour, se déclarait en faveur de l'établissement d'un foyer national juif en Palestine. A la fin de la première guerre mondiale, le dépeçage de l'empire ottoman fut une étape majeure de l'influence des puissances impérialistes au Proche et Moyen Orient. En se fondant sur des faits historiques, cette analyse montre comment la déclaration Balfour, qui répondait aux exigences du mouvement sioniste et servait les intérêts impérialistes en garantissant une présence occidentale permanente dans cette région, est sans doute l'un des événements qui aura marqué le plus profondément le XX^{ème} siècle.

En effet, dès la fin du XIX^{ème}, le sionisme, mouvement colonialiste juif, apparut en Europe. Son but était de créer un Etat pour les Juifs quelque part dans le monde. Le choix stratégique de la Palestine présentée par les sionistes comme « *terre sans peuple pour un peuple sans terre* » révéla un vaste projet colonial qui prolongeait l'impérialisme européen. Dès lors, les sionistes courtisèrent les dirigeants des grandes puissances, profitant de leurs rivalités pour faire faire aboutir leur projet. Si la Grande Bretagne porte la plus grande responsabilité quant à la dépossession des Palestiniens, la France y prit une part non négligeable. Par la contribution au dépeçage de l'empire ottoman, ses prétentions impérialistes sur la Grande Syrie et la mise en échec des aspirations arabes à l'indépendance et à l'unité, l'Etat français joua également un rôle décisif sur l'avenir de

cette région tant convoitée.

Trente ans avant la déclaration de Balfour, le colonialisme juif s'installe en Palestine[1].

La période de colonisation qui précède la déclaration de Balfour fut déterminante pour le destin de la Palestine car elle dessina le maillage du territoire par les colonies juives. La déclaration de Balfour vint entériner ce fait accompli et proposa un cadre politique à cette colonisation, ce qui facilita le processus.

Dès la fin du XIX^{ème} siècle, les sionistes commencèrent à s'installer en Palestine dans des régions en plein développement économique, et où une grande partie des terres avaient été privatisées au profit de grands financiers et commerçants, Libanais pour la plupart. La première colonie juive fût installée en 1878. Suite à la création de l'organisation sioniste par Théodore Herzl, un nombre croissant de colons juifs s'installèrent en Palestine au début du XX^{ème} siècle, et le Fonds national juif intensifia l'achat des terres aux grands propriétaires. Par exemple, une seule famille beyrouotine, les Sursuq, et leurs associés, furent responsables à eux seuls de la vente de plus de 22% des terres palestiniennes avant 1948. Cette nouvelle vague de colonisation juive était beaucoup plus organisée, politique et militante. Les colons étaient décidés à créer une société exclusivement juive en Palestine. L'éviction des ouvriers agricoles arabes au profit d'ouvriers juifs se renforça, ce qui fut à l'origine des premiers heurts entre les fellahins et les colons armés.

Avant la première guerre mondiale, les juifs représentaient moins de 10% de la population palestinienne. Pourtant le tracé de l'implantation des colonies juives constituait déjà l'armature stratégique et démographique du projet colonial sioniste qui allait se mettre en place sous la protection des

Britanniques.

Pour garantir leur présence dans la région, les Britanniques cautionnent le projet sioniste[2].

La première guerre mondiale donna l'occasion aux puissances occidentales, notamment la France et la Grande Bretagne, de renforcer leur présence militaire dans la région afin de combattre l'empire ottoman allié de l'Allemagne et d'y asseoir leur domination impérialiste. Les enjeux étaient énormes et la rivalité entre la Grande Bretagne et la France façonna leurs accords et le devenir de la Palestine. Les Britanniques, par l'intermédiaire de Sir Henry Mc Mahon, s'engagèrent auprès du Shérif Hussein de la Mecque à soutenir l'indépendance arabe et la création d'un Etat indépendant comprenant l'Irak et la Syrie en échange de son implication pour conduire la révolte arabe contre les Turcs. Pour les Arabes, la Palestine était partie intégrante de ce futur Etat. En parallèle Britanniques et Français menaient des négociations secrètes au sujet du dépeçage de l'empire ottoman. En garantissant les prétentions de la France sur une partie de la Syrie, l'accord secret dit de Sykes-Picot, conclu en mai 1916, proposait la division de la Palestine en quatre zones sous influence française, britannique et arabe, la dernière (Jérusalem et Naplouse) étant placée sous administration internationale.

Mais dans le cadre de leurs visées impérialistes, la création d'un foyer juif pouvait garantir l'emprise britannique sur la Palestine. Même si l'accord de Sykes-Picot ne faisait pas directement référence à ce projet, les négociateurs britanniques avaient de nombreuses relations avec les principaux dirigeants sionistes. La Palestine présentait un caractère stratégique extrême pour la Grande Bretagne car elle permettait d'assurer le passage par le canal de Suez, ce qui de fait plaçait cette région au « centre de l'Empire britannique ». Il était donc nécessaire de maintenir coûte que coûte la mainmise britannique sur la Palestine. La création d'un Etat juif, que les Anglais envisageaient comme

« faible », apparaissait alors comme la meilleure option pour servir de tampon et rompre la continuité arabe. De plus les Britanniques et les Français comptaient sur la communauté juive américaine pour convaincre le gouvernement américain de s'engager dans la guerre et le soutien au projet sioniste en représentait la contrepartie [3]. Restée discrète sur ce sujet pour ne pas démobiliser ses « alliés » arabes, la Grande Bretagne, par la voix de son ministre des Affaires Etrangères Arthur Balfour, se déclara officiellement en faveur de l'établissement d'un foyer juif en Palestine le 2 novembre 1917, quelques semaines avant la fin de la guerre :

« ...Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif, et il emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui porte atteinte aux droits civils et religieux des communautés non juives de Palestine ainsi qu'aux droits et aux statuts politiques dont les Juifs jouissent dans les autres pays»

Conformément à cette déclaration, les dirigeants politiques en Grande Bretagne mirent tout en place pour favoriser le colonialisme juif et donner satisfaction aux sionistes. Il était clair que le principe de libre choix des peuples énoncé à l'issue de la première guerre mondiale par les impérialistes ne concernait pas les Palestiniens, la déclaration de Balfour les reconnaissant uniquement comme une communauté non juive privée de droits politiques, et non comme le peuple arabe autochtone. Les enjeux internationaux étaient supérieurs aux intérêts de la population arabe locale. De plus, le sionisme représentait un rempart contre les Arabes et les idées anticolonialistes que portaient certains penseurs musulmans depuis la seconde moitié du XIX^{ème} siècle. Les Britanniques étaient ainsi résolus à imposer par la force le programme sioniste, tel que le souhaitaient ses instigateurs qui de leur côté mettaient déjà en place milices para-militaires et

services de renseignement. Par ailleurs, l'idée du transfert de la population autochtone commençait à être énoncée ouvertement par les sionistes sans rencontrer d'opposition de la part des Britanniques. Sans surprise, le découpage de la région négocié par les puissances occidentales depuis quelques années fut entériné en 1920 à la Conférence de San Remo. La Grande Bretagne obtint le mandat britannique sur la Palestine y compris la Galilée, la Déclaration de Balfour étant reprise *in extenso* dans les articles du mandat. Plus qu'un mandat britannique, c'est un blanc-seing que les impérialistes donnèrent aux sionistes pour occuper la Palestine.

Le sionisme profite de la rivalité franco-britannique pour l'hégémonie impérialiste au Proche Orient[\[3\]](#)

Malgré les négociations entre Britanniques et Français, chacun poursuivait sa propre stratégie pour étendre son influence au Proche et Moyen Orient. Ainsi le sionisme profita toujours des rivalités entre ces deux puissances pour l'hégémonie impérialiste sur la région. Dans le contexte de la désagrégation de l'empire ottoman, la France avait développé de nombreux intérêts économiques et géopolitiques avec la Syrie, Palestine comprise. Elle y intervenait régulièrement militairement pour soi-disant « protéger » les populations chrétiennes et avant le début de la première guerre mondiale, la France avait bon espoir de voir satisfaire ses ambitions impérialistes.

Même si les grandes fortunes juives investissaient dans la colonisation agricole en Palestine, le mouvement sioniste était initialement peu implanté dans l'Hexagone. Mais pendant la première guerre mondiale, la vision française du sionisme changea progressivement. Fortement endettée auprès des banques américaines, la France souhaitait que le gouvernement des Etats Unis abandonnât son principe de neutralité pour participer à l'effort de guerre. Les sionistes étaient considérés comme des intermédiaires déterminants pour convaincre les USA. C'est dans ce contexte que la France

exprima son soutien officiel au projet sioniste dès avril 1917. Pourtant ce soutien resta formel alors que celui des Britanniques se concrétisa par la déclaration de Balfour. L'entrée en Palestine des troupes britanniques fin 1917 fut une nouvelle marque de la rivalité entre les grandes puissances et de la volonté britannique de contrer les prétentions françaises dans la région. Par ailleurs le déclenchement de la révolte arabe et le projet de création d'un grand Etat arabe soutenu par les Britanniques contrarièrent un peu plus les prétentions coloniales françaises. Le gouvernement français craignait entre autres que ce mouvement d'indépendance n'affecte son empire au Maghreb. Globalement le rapport de force était très favorable aux Britanniques. Les négociations pour conclure un accord final sur le dépeçage de la région consistèrent alors pour la France à faire le moins de concessions possibles. Dans ce contexte, les Français hésitaient sur le soutien qu'ils devaient apporter aux sionistes. La faible adhésion initiale de la communauté juive française, la pression des mouvements catholiques et les risques de voir les juifs maghrébins se tourner vers le sionisme alors que les Français comptaient sur eux pour contrôler leurs colonies au Maghreb justifient leurs hésitations. Mais les pressions américaines firent pencher la balance. En février 1918, un soutien au foyer juif en Palestine fût énoncé dans un courrier officiel. Dès lors, la France n'eut de cesse de favoriser le projet sioniste, certainement pour tenter de limiter l'influence britannique. En échange du retrait du soutien britannique à la souveraineté arabe en Syrie, elle abandonna ses velléités sur la Palestine, donna son accord au mandat britannique et précisa qu'elle n'était pas hostile à la formation d'un Etat juif. A San Remo, la France reçut le mandat sur la Syrie. Si elle renonçait à toute influence directe, elle joua un rôle considérable sur l'avenir de la Palestine par la manière dont elle imposa son diktat colonial sur la Syrie selon le principe de diviser pour mieux régner, et par celle dont elle géra sa rivalité avec la Grande Bretagne. Ainsi elle favorisa dans les années 30 et 40,

la rébellion des colons sionistes contre les forces mandataires britanniques. Depuis lors, sa collaboration avec le sionisme alla crescendo, notamment de le cadre de sa lutte contre le nationalisme arabe en Syrie, en Egypte et au Maghreb en général et en Algérie en particulier.

Conclusion

Ainsi en une trentaine d'années entre la fin du XIX^{ème} et le début du XX^{ème} siècle, étaient posées les bases géopolitiques qui allaient définir l'avenir de la Palestine, mais également de toute la région. Cette période fût aussi déterminante pour la prise de conscience des Palestiniens et des peuples arabes en général sur les dangers du sionisme, ainsi que la mise en place de la résistance palestinienne contre la dépossession. Initiée par les fellahins chassés de leur terre, la résistance devint rapidement le fait de toutes les couches de la société palestinienne. Elle prit rapidement un caractère nationaliste arabe contre les ottomans, puis contre les Britanniques. D'abord politique, elle se prépara très tôt à la lutte armée.

Aujourd'hui, cent ans après, la Grande Bretagne et la France ont perdu leur empire colonial, et ne jouent plus de rôle majeur au Proche Orient. La crise de Suez en 1956 a sonné le glas de la présence britannique dans cette région et malgré ses velléités, la France a perdu toute influence notable. Si les sionistes ont réussi à établir un Etat juif, ils n'ont pas réussi à faire disparaître la Palestine. Malgré le soutien indéfectible des puissances impérialistes, notamment les USA et la France, ils n'ont pas réussi non plus à finaliser leur projet colonial de « Grand Israël » en raison d'une résistance continue depuis plus d'un siècle, des Palestiniens, des Arabes et de l'ensemble des peuples de la région. Depuis 1967, ils n'ont pas étendu leur emprise. En 1978, ils ont dû se retirer du Sinai, en 2000 du Sud Liban et en 2005 de Gaza. En parallèle, le mouvement de résistance palestinien, né aux premières heures de la dépossession, n'a cessé de se

développer. Malgré les difficultés et ses erreurs stratégiques, ce dernier est aujourd'hui potentiellement plus puissant que jamais. Le renforcement actuel de l'axe de la résistance au sionisme composé de l'Iran, de la Syrie et du Hezbollah libanais joue également en sa faveur. Analysés à l'échelle d'un siècle, les rapports de force ont donc été largement modifiés, ce qui laisse envisager des perspectives encourageantes pour la libération de la Palestine.

[1] L'identité nationale palestinienne. La construction d'une conscience nationale moderne. R. Khalidi (2003). Ed. La Fabrique.

[2] Histoire de la Palestine. 1896-1940. A.W. Kayyali (1985). Ed. L'Harmattan

[3] Itinéraires de Paris à Jérusalem. La France et le conflit israélo-arabe (Tome 1 : 1917-1958). S. Kassir, F. Mardam-Bey (1992). Ed. Revues d'études palestiniennes

Source de la photo : <http://tempsreel.nouvelobs.com/histoire/20161222.0BS3011/declaration-balfour-une-promesse-passee-presque-inapercue.html>